



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BERLIN ECO

BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ALLEMAGNE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BERLIN

N° 7 – 25 mars 2022

Sommaire

Actualité économique:

- Environnement macro-économique : prévisions / consommation / indicateur conjoncturel
- Politique budgétaire: budget fédéral / paquet d'allègements / solde budgétaire / imposition minimale
- Politiques sociales : marché du travail / temps de travail / salaire minimum / allocation sociale de base / retraites

Actualité financière :

- Marché financiers : CSDR
- Régulation financière : assurance-vie / allègements prudentiels liés à la crise
- Banques et assurances : caisses d'épargne / banques mutualistes

LE CHIFFRE À RETENIR

17 MDS€

Coût budgétaire du deuxième paquet d'allègement face aux prix de l'énergie, annoncé le 24 mars par la coalition.

ACTUALITE ECONOMIQUE

Environnement macroéconomique

Les instituts [ifo](#), [IfoW](#), [RWI](#) et [IWH](#) ont publié leurs **prévisions** macroéconomiques de printemps. Les conséquences économiques de la guerre en Ukraine provoqueraient un ralentissement de la reprise, sans l'interrompre totalement, et une accélération plus forte de l'inflation, en raison du choc sur les prix de l'énergie. La croissance du PIB en 2022 se situerait entre 2,1 et 3,1 %, contre 3,5 à 4,0 % estimés en hiver. L'inflation atteindrait entre 4,8 et 6,1 %, contre 2,6 à 3,3 % admis auparavant. En 2023, le PIB croîtrait de 1,5 à 3,9 %, et l'inflation retomberait à entre 1,8 et 3,4 %. Les écarts entre les projections peuvent être expliqués par

l'utilisation de différents scénarios (pessimistes, optimistes), par l'ifo notamment.

Selon les estimations de l'[IW Köln](#), les moindres dépenses de **consommation** de la population allemande en raison de la pandémie s'élèvent à 300 Md€ sur 2020 et 2021, soit un montant par tête de 3 600 €. Sur la même période, le taux d'épargne serait passé de 11 à 15,5 %.

Selon l'**indicateur conjoncturel** de l'[IMK](#) du mois de mars, la probabilité d'une récession technique au cours des trois prochains mois augmente à 23,9 % après 16,1 % en février. Pour l'institut, plus la guerre en Ukraine dure, plus les conséquences sur la production, les chaînes d'approvisionnement et les prix se feront sentir.

Politique budgétaire

Le conseil des ministres du [gouvernement fédéral](#) s'est accordé le 16 mars sur un projet de **budget fédéral 2022**, ainsi que sur une esquisse pour le budget fédéral 2023 et la trajectoire budgétaire jusqu'en 2026, revoyant ainsi la planification du gouvernement fédéral précédent datant de l'été 2021. Les dépenses sont légèrement revues à la hausse (de 443,0 à 457,6 Md€ en 2022), tout comme les recettes fiscales (de 315,2 à 332,5 Md€). L'endettement net pour 2022 de 99,7 Md€ reste inchangé, comme la réactivation en 2023 du frein à la dette. Si quelques mesures nouvelles liées au contexte économique et géopolitique actuel sont incorporées (allègements fiscaux), ni le financement du nouveau fonds spécial pour la défense de 100 Md€ annoncé par le chancelier fédéral fin février ni les mesures de soutien supplémentaires en lien avec la hausse des prix de l'énergie ne font partie du texte actuel ; un « budget complémentaire » est élaboré à ce sujet en parallèle.

Le 24 mars, la [coalition](#) s'est entendue sur un deuxième **paquet d'allègements** face aux prix élevés de l'énergie, comprenant notamment : un forfait de 300€ aux personnes assujetties à l'impôt sur le revenu, une réduction de la taxe sur les carburants (pour 3 mois), une forte réduction du tarif des transports en commun (pour 3 mois), et une allocation familiale exceptionnelle de 100 € par enfant. Selon l'[IW Köln](#), le coût budgétaire de ces mesures atteindrait 17 Md€.

Selon les prévisions de printemps des instituts [ifo](#), [IfW](#), [RWI](#) et [IWH](#), le **solde budgétaire** de l'Etat allemand se situera entre -2,5 et -2,1 % de PIB cette année, et entre -2,0 et -1,1 % en 2023. En moyenne, par rapport aux prévisions d'automne, les instituts tablent sur un recul plus modéré du déficit sur les deux années. Fin 2021, le solde budgétaire s'était établi à -3,7 % du PIB, contre -4,3 % attendus par le gouvernement fédéral.

L'**imposition minimale** internationale telle que planifiée, avec un taux de 15 %, pourrait rapporter entre 1,6 et 6,2 Md€ de recettes supplémentaires par an à l'Etat allemand, selon l'[ifo](#).

Politiques sociales

Selon l'[ifo](#), l'amélioration sur le **marché du travail** ralentirait sensiblement dès le printemps 2022 tandis que le chômage progresserait à nouveau légèrement en 2023 avec l'hypothèse de l'afflux d'un million de réfugiés fuyant la guerre en Ukraine. Le taux de chômage (en définition nationale) reculerait sensiblement en 2022 à 4,9 % ou à 5,0 % dans le scénario d'une aggravation plus forte des pressions inflationnistes (soit une révision de -0,2 point respectivement par rapport aux prévisions antérieures), puis se stabiliserait à ce niveau en 2023 (5,0 % ; après 5,7 % observé en 2021). Les autres instituts ayant révisé à la baisse les prévisions de croissance ([IfW](#), [RWI](#) et [IWH](#)) partagent l'appréciation de la robustesse du marché du travail en 2022 avec un consensus sur le recul du taux de chômage (à 4,9 % - 5 %) et sur la hausse de l'emploi (atteignant 45,4 M à 45,5 M, après 45,0 M en 2021).

Selon l'[IW](#) qui tire un bilan de deux ans de pandémie, le volume du **temps de travail** a baissé de 4,9 % en 2020 puis de 3,1 % en 2021, ce recul se décomposant en une forte baisse du temps de travail par personne (-4,1 % en 2020 puis -2,3 % en 2021) via le recours massif au chômage partiel et une faible baisse du nombre de personnes en emploi (-0,8 % respectivement).

Selon l'[ifo](#), les revalorisations du **saire minimum** en juillet et en octobre relèveraient les salaires de 0,3 % en 2022 et de 0,7 % en 2023, avec un effet à la hausse de l'inflation de 0,05 point en 2022 et de 0,34 point en 2023. Selon des simulations de la [Bundesbank](#), la revalorisation du salaire minimum à 12€ entraînerait une hausse de la masse salariale de 0,8% à l'automne 2022.

Le [conseil](#) des ministres a adopté le 16 mars une revalorisation de l'**allocation sociale de base** (dite Hartz IV) prévoyant une aide supplémentaire sous forme d'un versement unique de 100 € ainsi qu'un supplément mensuel de 20 € par enfant qui sera versé à partir du 1^{er} juillet 2022. Le 24 mars, la [coalition](#) a décidé de relever le versement unique de 100€ à 200 €. A été adopté aussi en conseil des ministres le 16 mars un [projet](#) de loi aménageant un **moratoire sur les sanctions** qui ne pourront plus être prononcées jusqu'à fin 2022 lors de

manquements des bénéficiaires de l'allocation sociale lors de la recherche d'emploi.

Selon le [ministère](#) fédéral du travail, les **retraites** seront revalorisées de 5,35 % au 1^{er} juillet 2022 (à l'Ouest; +6,12 % à l'Est). Cette revalorisation s'appuie sur la progression sensible des salaires en 2021 soutenue par le recul du recours au chômage partiel; elle s'explique aussi en partie par une révision statistique.

📊 ACTUALITE FINANCIERE

Marchés financiers

Dans le cadre de la modification du **règlement sur les dépositaires centraux de titres (CSDR)**, la fédération des fonds d'investissement ([BVI](#)) demande à la Commission européenne d'abandonner l'introduction, dans le régime de rachat obligatoire, de l'obligation éventuelle de lier les acteurs de marché à un agent de rachat. Ceci représenterait une charge financière excessive, en particulier pour les gestionnaires d'actifs.

Régulation financière

La [BaFin](#) informe que la plupart des **allègements prudentiels** décidés à la suite de la crise économique due à la pandémie prendront fin le 30 juin.

Le superviseur, BaFin, constate dans le cadre d'une [analyse conduite](#) en 2021 auprès des assureurs-vie que les exigences de la directive sur la distribution des produits d'assurance (*IDD*) et du règlement PRIIPs ne sont pas entièrement respectées. Il estime ainsi que les frais appliqués aux **contrats d'assurance-vie basés sur des fonds** sont au moins pour 25 % d'entre eux trop élevés (>2,35 %, certains dépassant même 4 %). Il critique en outre le manque d'indépendance des intermédiaires d'assurance qui, pour certains d'entre eux, perçoivent des commissions en provenance des sociétés de gestion de fonds et ne les reversent pas aux assurés. La BaFin constate trop peu de transparence en la matière.

Banques et assurances

Les **caisses d'épargne** ont enregistré un [résultat](#) annuel avant impôts en hausse (4,6 Md€ en 2021 contre 4,0 Md€ en 2020) du fait notamment d'une baisse des provisions pour risques de crédit. L'encours des dépôts a augmenté de 4,5 %, en raison notamment des importants placements en actions, pour atteindre 1123 Md€ tandis que l'encours des crédits a pour sa part augmenté de 5,5 % pour s'élever à 955 Md€. Les crédits aux entreprises atteignent 496 Md€ (y compris crédits immobiliers commerciaux) et ceux aux ménages

406,1 Md€ (dont 365,5 Md€ de crédits immobiliers).

Les 772 **banques mutualistes** enregistrent également un résultat avant impôts en hausse en 2021 (7,7 Md€ contre 6,4 Md€ en 2020). L'encours des dépôts a augmenté de 5,4 % pour atteindre 833 Md€ (part de marché de 19,5 %) tandis que l'encours des crédits a progressé de 6,9 % pour s'élever à 710 Md€ (part de marché de 17,9 %). Les crédits aux ménages totalisent 341 Md€ et ceux aux entreprises 370 Md€. La présidente de la fédération des banques mutualistes demande à l'Etat de mettre en place des programmes d'aides, sur le modèle des aides Corona, destinés aux

entreprises allemandes touchées par les sanctions contre la Russie.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international